

Vous vous souvenez que le Venezuela et la Bolivie avaient expulsé la DEA de leurs pays en l'accusant d'espionnage ? Apparemment ils avaient raison... (CEPR)

24 août 2014



Stephan Lefebvre

Dans leurs récent [article](#) publié dans *The Intercept* au sujet des activités d'espionnage réalisées par le gouvernement des Etats-Unis, Ryan Devereaux, Glenn Greenwald et Laura Poitras examinent et publient des documents filtrés qui paraissent prouver que le gouvernement des Etats-Unis a utilisé l'Administration pour le Contrôle des drogues (DEA, en anglais) dans le but de prêter main forte à l'Agence Nationale de Sécurité (NSA, en anglais) afin d'espionner des citoyens étatsuniens ainsi que d'autres personnes dans des pays étrangers.

Ceci est présenté dans le but de montrer que la NSA a assisté la DEA dans l'effort réalisé afin de capturer des narcotrafiquants, mais les documents filtrés font aussi référence à « *une vibrante relation de double-voie pour l'échange d'information* » entre les deux agences de renseignement, ce qui implique que la DEA partage ses informations avec la NSA pour contribuer à des activités d'espionnage qui sortent du cadre du trafic de drogue. Ceci pourrait peut-être expliquer comment la NSA a pu réunir non-seulement des métadonnées, mais aussi des enregistrements audio complets de « *pratiquement chacune des conversations réalisées par téléphone portable dans la nation insulaire des Bahamas* ».

Les auteurs signalent que,

Depuis maintenant longtemps, la DEA s'est retrouvée dans une position privilégiée pour aider la NSA à obtenir des accès clandestins aux réseaux informatiques étrangers. « La DEA maintient d'étroites relations avec ses homologues de gouvernements étrangers et des associés approuvés », informait le directeur des efforts de la NSA dans la lutte contre la narcotrafic dans un mémorandum datant de 2004.

Effectivement, avec plus de 80 bureaux dans le monde entier, la DEA est une des agences étatsuniennes les plus amplement déployées au niveau international.

Mais ce que beaucoup de gouvernements étrangers ignorent c'est que les agents de la DEA étatsuniens ne se limitent pas à combattre les narcotrafiquants. « La DEA est de facto une des opérations d'espionnage des plus importantes qui existent », signale Finn Selander, ex-agent spécial de la DEA qui travaille avec le groupe qui veut promouvoir une réforme dans le secteur des narcotiques, Law Enforcement Against Prohibition (Forces de l'ordre contre le prohibition). « Notre

mandat n'inclut pas seulement les drogues. Nous faisons du renseignement ».

Encore plus fort, ajoute Selander, la NSA a assisté la DEA durant des années lors d'opérations de surveillance. « Dans nos rapports, il y a des informations en rapport avec les drogues, mais il y a aussi des informations qui n'ont rien à voir avec les drogues ». « Mais les pays nous laissent [travailler chez eux] parce qu'ils ne nous perçoivent pas, en fait, comme une agence de renseignement ».

Alors que les documents qui accompagnent l'article révèlent des informations précises qui n'avaient jamais auparavant été disponibles pour le grand public, il ne s'agit pas de la première fois que la DEA doit faire face à des accusations d'espionnage.

En 2005, le président du Venezuela, Hugo Chavez, a mis un terme à la coopération avec la DEA après avoir accusé l'agence d'espionner son pays. A ce moment, le porte-parole du Département d'Etat a [répondu](#), « *les accusations selon lesquelles la DEA serait impliqué dans des activités d'espionnage n'ont pas de bases. Il n'y a pas d'arguments ou de justifications qui les soutiennent* ». [...]

Trois ans plus tard, le président Evo Morales a expulsé la DEA de Bolivie indiquant qu'« *il y avait des agents de la DEA qui faisaient de l'espionnage politique* ». Il a aussi signalé que « *nous pouvons nous contrôler nous-mêmes, nous n'avons besoin de l'espionnage de personne* », ce à quoi le porte-parole du Département d'Etat a répondu, « *les accusations qui ont été faites [par la Bolivie] sont évidemment absurdes. Nous les rejetons catégoriquement* », et l'agence EFE a informé que « *Washington a nié en de multiples occasions que la DEA ait été impliquée dans quelque activité en Bolivie en dehors de la lutte contre le narcotrafic* ».

Entre 2005 et 2008, peu de rapports de presse ont repris ces accusations sérieusement et le Département d'Etat les a toujours rejetées catégoriquement, mais en 2008 le co-directeur du CEPR, Mark Weisbrot, a [écrit](#) que « *pour les boliviens, les Etats-Unis utilisent la « guerre contre le narcotrafic » comme prétexte pour justifier des hommes sur le terrain dans toute l'Amérique latine, et établir des liens avec les forces militaires et de police locales* ». Nous pouvons maintenant rajouter à cette liste l'accès aux réseaux nationaux de télécommunication et le stockage du contenu d'appels téléphoniques.

Stephan Lefebvre

The Americas Blog (CEPR), 22 mai 2014

Stephan Lefebvre est un assistant de recherche au Centre de Recherche en Economie et Politique (CEPR)

Traduit par Luis Alberto Reygada pour Le Grand Soir

»» <http://www.cepr.net/index.php/other-languages/spanish-op-eds/ise-acuer...>